

Sans arme face à l'occupant

*L'aide aux personnes persécutées et pourchassées
en Zone interdite pendant la Seconde guerre mondiale :
une forme de résistance*

Livret d'accompagnement de l'exposition



Les Publications

du Musée de la Résistance

de Bondues

Sans arme face à l'occupant

Exposition montée en 11 panneaux dans le cadre du
Concours National de la Résistance et de la Déportation 2007 - 2008

Page 1	■ Panneau 1	<i>Présentation</i>
Page 2	■ Panneau 2	<i>Avant même la guerre : une certaine forme de solidarité</i> L'aide aux soldats : une expérience acquise en 14-18 Naissance d'un réseau Le réseau Jacquet L'aide aux réfugiés politiques : des initiatives individuelles et exceptionnelles
Page 3	■ Panneau 3	<i>Des réseaux de complicités</i> Héberger et nourrir Accompagner Changer d'apparence Une société très encadrée
Page 4	■ Panneau 4	<i>Une mobilisation précoce</i> Une région meurtrie par les combats L'aide aux soldats laissés sur le terrain La crainte d'une annexion
Page 5	■ Panneau 5	<i>"Tombés du ciel"</i> Les réseaux d'évasion Une mission difficile Des femmes courageuses
Page 6	■ Panneau 6	<i>La Conspiration du Bien : les Justes</i> Les persécutions et les premiers actes d'entraide La grande rafle du Nord – Pas-de-Calais Le Comité de secours aux Israélites L'aide aux familles
Page 7	■ Panneau 7	<i>Les enfants cachés</i> La "filière catholique" Le réseau de l'abbé Stahl La "filière protestante"
Page 8	■ Panneau 8	<i>Des planques pour les clandestins</i> L'expérience de la clandestinité des résistants communistes
Page 9	■ Panneau 9	<i>Héberger les opérateurs radio</i> Un rôle déterminant... ... mais périlleux... ... nécessitant des complicités locales
Page 10	■ Panneau 10	<i>L'aide aux réfractaires</i> Le Service de Travail Obligatoire (STO) Dans les administrations Dans les entreprises Dans les mines Dans les fermes L'intervention du Cardinal Liénart
Page 11	■ Panneau 11	<i>Une répression féroce</i> L'interdiction de secourir les soldats anglais L'infiltration des réseaux Deux traîtres Deux victimes de dénonciation
Page 12		<i>Bibliographie sommaire</i>

L'aide aux personnes persécutées et pourchassées en Zone interdite pendant la Seconde guerre mondiale : une forme de résistance

« La lutte menée d'abord clandestinement, puis au grand jour, par les peuples dont les territoires ont été occupés par les troupes de la coalition italo-germano-nippone ; cette lutte commence après qu'ont été défaits, voire détruites, les armées régulières ; elle se livre selon des méthodes qui ne sont pas celles de la guerre traditionnelle ; elle prend fin lorsque, des forces de la Résistance, ont surgi de nouvelles armées nationales qui retournent à un combat de type classique. »

Définition de la Résistance proposée par l'historien Henri Michel en 1958

« La Résistance est une action clandestine, menée au nom de la liberté de la nation et de la dignité de la personne humaine, par des volontaires s'organisant pour lutter contre la domination et le plus souvent l'occupation de leur pays par un régime nazi ou fasciste ou satellite ou allié. »

Définition de la Résistance proposée par l'historien François Bédarida

Le Nord – Pas-de-Calais est occupé par des troupes allemandes dès le mois de mai 1940 et rattaché à la Kommandantur de Bruxelles. Malgré une présence allemande massive, la région connaît une Résistance immédiate et multiforme.

Pourchassés par les autorités françaises et allemandes, soldats, aviateurs, réfractaires, résistants clandestins et persécutés raciaux bénéficient de la complicité de personnes bienveillantes. Ces hôtes courageux s'exposent à leur tour à des menaces d'arrestation. Sans l'assistance et la protection de ces héros de l'ombre, résistants et personnes pourchassées auraient couru encore davantage de risques.

La qualité de résistant est donc fondée sur la notion d'actes résistants :

- la rédaction, l'impression, le transport et la distribution de journaux et de tracts clandestins ;
- la fabrication de fausses pièces d'identité pour les membres de la Résistance ;
- la fabrication et le transport de matériel radio destiné à des émissions clandestines ;
- la fourniture volontaire et gratuite d'un local pour réunion d'un groupe clandestin ;
- l'hébergement gratuit de résistants traqués et blessés, de militaires ou parachutistes français ou alliés ;
- le passage, à titre gratuit, de résistants ou militaires hors du territoire vers la France libre, les pays alliés ou non belligérants ;
- la destruction ou sabotage de voies de communication ou matériel ;
- les actions offensives ou défensives dirigées, soit contre les forces de l'ennemi, soit contre les autorités ou organismes sous son contrôle ou collaborant avec lui ;
- la tentative de rejoindre les FFL ou les forces d'Afrique du Nord ;
- la participation à des parachutages ;
- la fourniture de renseignements.

Critères d'attribution de la carte de combattant volontaire de la Résistance définis par le Code des pensions militaires (article R 287).

A travers l'histoire de quelques-uns de ces combattants sans arme, cette exposition est un hommage à l'esprit de solidarité et d'hospitalité qui anime certains hommes face à l'oppression.



Avant même la guerre : une certaine expérience de la solidarité

Avant même la Seconde guerre mondiale, les habitants du Nord – Pas-de-Calais ont eu à plusieurs reprises l'opportunité de témoigner leur solidarité envers des personnes pourchassées : les soldats évadés, durant la première guerre, et les réfugiés politiques ou raciaux, à partir de 1933.

■ L'aide aux soldats : une expérience acquise en 14-18



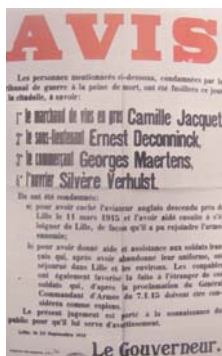
Après la prise de Lille par les Allemands en octobre 1914, des centaines de soldats cherchent à échapper à l'ennemi. Des Lillois réagissent spontanément en leur venant en aide.

● Naissance d'un réseau

Marie-Jeanne Dentant accueille dans son domicile de la rue Masséna à Lille un soldat en fuite. Son appartement devient alors le centre névralgique d'une organisation de secours aux soldats qu'elle met sur pied avec la complicité du préfet du Nord, Félix Trépont. Dans sa tâche de collecte de denrées alimentaires, de vêtements civils et de fonds, Mme Dentant est aidée par les frères Plouvier, des industriels de la toile installés rue de Fives.

● Le réseau Jacquet

En mars 1915, Eugène Jacquet, socialiste, franc-maçon et secrétaire général de la fédération de la Ligue des Droits de l'Homme, prend le relais des activités de Mme Dentant que la police allemande commence à soupçonner.



Un véritable réseau d'évasion voit le jour avec l'arrivée d'Ernest Deceuninck, de Georges Maertens et du belge Sylvère Verhulst : ce réseau aide les soldats souhaitant quitter la zone occupée à traverser la Belgique et à parvenir aux Pays-Bas, neutres. Mais une trahison conduit à l'arrestation des principaux membres du groupe en juillet 1915. Deceuninck, Maertens, Verhulst et Jacquet sont exécutés le 22 septembre 1915.

Monument érigé en 1929 à la mémoire des quatre principaux membres du réseau Jacquet et de Léon Trulin, agent de renseignements.

Coll. F. Lamiot



Le souvenir des héros de 14-18 est entretenu ardemment pendant l'entre-deux-guerres : ils serviront d'exemple, de modèle, de référence aux

résistants nordistes en 1939-1945, lors de la seconde occupation allemande. Si des réseaux d'évasion et d'aide aux soldats se créent dans le Nord – Pas-de-Calais dès l'été 40, c'est en partie grâce à l'expérience acquise en 14-18.

■ L'aide aux réfugiés politiques : des initiatives individuelles et exceptionnelles

Dans les années 1920 et 1930, l'installation d'états totalitaires partout en Europe provoque l'exil de milliers d'opposants politiques et de persécutés raciaux vers l'étranger. Tandis que la solidarité a du mal à s'organiser à l'échelle nationale et internationale, des personnes font le choix de venir en aide à ces exilés politiques.

En 1938, l'Anschluss puis la Nuit du cristal provoquent l'afflux vers l'étranger de réfugiés, juifs et antinazis. Léon Ladeuze, libraire à Bruxelles, voit alors se présenter chez lui plusieurs de ses clients autrichiens et allemands. Il leur propose de les héberger.

Au total, il accueille 15 réfugiés parmi lesquels l'autrichien **Alex Brandt** avec sa femme et son beau-frère.



Coll. Pierre Ladeuze



Jeune immigré italien antifasciste installé dans les mines du Valenciennois, **Eusebio Ferrari** devient un résistant communiste très actif et réalise le premier attentat à Lille le 25 août 1941.

Les époux Rozenberg, juifs originaires de Hongrie, arrivent en France en 1929. Ils fuient leur pays pour des raisons économiques et parce que le régime autoritaire de l'amiral Horthy commence à prendre des mesures antisémites. A Roubaix, M. Rozenberg se fait embaucher dans l'usine textile Gaydet et son épouse dans un atelier de couture.

Coll. Liliane Leignel-Rozenberg



La prise en charge des personnes pourchassées (soldats, aviateurs, juifs, clandestins, réfractaires...) exige une grande ingéniosité. En des temps de rationnement, dans une région qui concentre la moitié des troupes d'occupation en France, héberger, nourrir et accompagner exige de disposer de relations prêtes à se mobiliser.

● Héberger et nourrir

De nombreuses familles acceptent d'héberger des clandestins sans aucune forme de rétribution. C'est le cas par exemple de M. et Mme Galant, miroitiers à Roubaix, ou pour Maître Martinache, avocate à Lille, amie de Jeanne Huyghe. Suzanne Derache de Roubaix héberge ainsi Paul Joly (réseau Caviar) et Gérard Kaisin (réseau Zéro-France) dans sa maison rue du Trichon à Roubaix.

Nourrir les clandestins présente de grandes difficultés en ces périodes de rationnement et de manque généralisé. Le ravitaillement est plus facile à la campagne, ou pour les résistants qui ont des contacts avec le monde rural. Ainsi Robert Pouille (mouvement Voix du Nord) se fait-il payer en nature par les fermiers dont il répare les machines, afin de nourrir ses nombreux hôtes.

Les réseaux s'organisent pour fournir des papiers aux clandestins à Roubaix. M. Chevalier, imprimeur, fabrique de fausses cartes d'identité, indispensables pour obtenir les cartes d'alimentation.

Maurice Van de Kerckhove se procure le matériel pour la fabrication de faux cachets, une tâche reprise ensuite par le graveur Gunther.



*Collection de faux cachets
Coll. Francis Bohée*



*Coll.
Francis
Bohée*

*Fausse
carte
d'identité
de Joseph
Dubar*



*Jeanne Huyghe,
sage-femme à Wattrelos,
utilise les cachets officiels
de ses patients,
à qui elle demande
de fermer les yeux.*

● Accompagner

Les clandestins, étrangers en particulier, doivent être escortés en permanence. Par exemple, à 13 ans, Yves Graux, de Roubaix, (réseau Zéro-France), accompagne les aviateurs chez le coiffeur.

Il est également capital de disposer d'anglophones au sein du groupe, afin de comprendre, mais aussi de vérifier les dires des supposés aviateurs. Le mouvement OCM compte ainsi sur Mme Witton, tenancière de café à

Arras, dont le mari est anglais.



*Fiche de renseignement
utilisée par le réseau
Bordeaux-Loupiac
pour vérifier la bonne foi
des aviateurs*



*Transformations du Capitaine Michel avant son
départ de France et pendant sa
clandestinité (Coll. Fr. Bohée)*



■ Changer d'apparence

Les clandestins doivent d'abord trouver des vêtements civils. Mme Galant qui pratique l'hébergement, taille de vieux vêtements dans ce but. Le salon de coiffure de Mme Voglimacci à La Madeleine est un point de rencontre pour le réseau Pat O'Leary. Elle se charge aussi de teindre les cheveux, en particulier des aviateurs anglais, par trop reconnaissables. Les lunettes sont un accessoire des plus utiles pour changer un visage. La famille Fraysse, opticiens à Roubaix, en fournit gratuitement.

■ Une société très encadrée

La jeunesse des années 40 est encadrée par différents organismes : JOC, Jeunesses communistes, scoutisme... Yvonne Abbas de La Madeleine est une jeune adhérente des Jeunes Filles de France, avant même les débuts de l'occupation. Elle entre en résistance dès les premières heures de 1940. Les scouts jouent un rôle important dans la constitution du réseau Les Petites Ailes. C'est ainsi que Jacques-Yves Mulliez rencontre Maurice Vandekerckhove. Les cercles de sociabilité qui cimentent la société d'alors jouent aussi un grand rôle : Georges François, de Wattrelos, revient dans le Nord après l'exode et retrouve ses amis du Cercle St Joseph, qui comme lui refusent l'armistice et l'occupation. Ce seront les bases de son engagement.

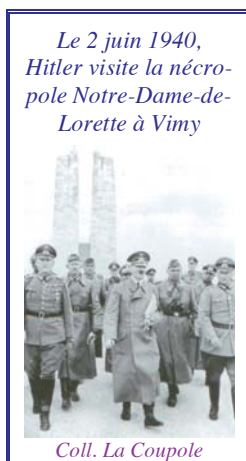


Yvonne Abbas (Coll. Yvonne Abbas)

Une mobilisation précoce



La campagne des Flandres du 13 mai au 4 juin 1940



Le 2 juin 1940, Hitler visite la nécropole Notre-Dame-de-Lorette à Vimy

Coll. La Coupole



Les troupes du général Molinié se rendent le 1er juin et reçoivent les honneurs militaires devant le général Woegner sur la Grand Place de Lille.

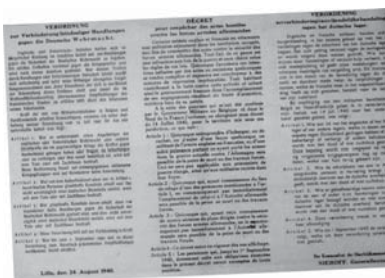
La région, meurtrie par les combats et les drames de l'exode, est désormais, par une décision personnelle de Hitler, rattachée au commandement militaire de Bruxelles. Immédiatement se met en place une aide spontanée auprès des Anglais qui n'ont pas pu embarquer à Dunkerque et des Français faits prisonniers.

Il faut de toute urgence venir en aide aux soldats laissés sur le terrain, pour éviter qu'ils ne soient envoyés dans les stalags et les oflags en Allemagne.



Coll. Casimir Destombe

- Accueil dans des familles qui fournissent vêtements civils, ravitaillement, papiers, pécule comme dans la ferme Destombe à Bondues.
- Proposition d'évasion faite dans les frontstalags et aux soldats dans les colonnes de prisonniers. C'est le cas d'Emma Géré et de sa fille Marie-Thérèse. Avec Jules Noutour, policier à Fives, elles aident des soldats français ou anglais à s'évader et en accueillent parfois chez elles pour de brefs séjours. L'aide apportée aux soldats sera alors la cellule de départ du journal La Voix du Nord.



Le rattachement à la Kommandantur de Bruxelles fait craindre une annexion. Le général Von Falkenhausen a toute autorité sur les deux départements et la Belgique. Le général Niehoff, responsable de l'OFK 670, exerce un contrôle total sur l'administration française.

Une ligne de démarcation sur la Somme isole la région jusqu'en décembre 1941. Le passage de la Nordostlinie est périlleux.

L'Opération Dynamo

Grâce à l'héroïsme des troupes franco-anglaises, Dunkerque tient jusqu'au 4 juin, ce qui permet l'évacuation par mer de 340.000 hommes dont 130.000 Français.

Coll. La Coupole



Rue Solferino à Lille, en juin 1940, prisonniers français sur le point d'être envoyés en Allemagne



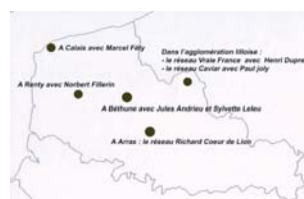
Bilan de l'opération Dynamo (28 mai-4 juin 1940)

- 900 navires de tout tonnage à 85% britanniques
- 243 ont sombré pendant l'opération
- 3561 sorties d'aviation de la RAF
- 40.000 Français n'ont pas pu embarquer

Le 1^{er} juin 1940, Philippe de Hautecloque s'évade de Lille en vélo et gagne la Picardie, puis la côte basque pour rejoindre De Gaulle à Londres sous le nom de Leclerc.

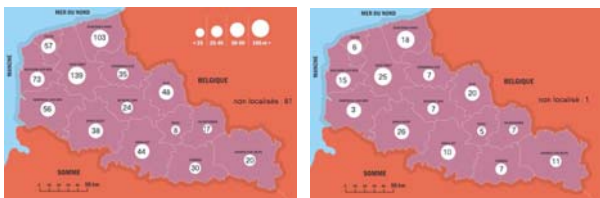


Jusqu'en décembre 41, l'abbé Carpentier, d'Abbeville, est la cheville ouvrière du passage sur la Somme grâce aux laissez-passer des ouvriers qui travaillent de l'autre côté.



Les premiers réseaux d'évasion se mettent en place pendant l'été 1940

La région est une zone majeure de récupération des équipages d'avions, d'abord britanniques puis américains. Elle constitue l'entonnoir de retour des appareils revenus de leurs missions de bombardement sur l'Allemagne. Région stratégique, elle est également la cible de bombardements intenses, surtout au printemps 1944. Il est alors vital pour les Alliés de récupérer et rapatrier les aviateurs.



Abattus par la Flak ou victimes d'accidents, de nombreux avions font des atterrissages forcés dans la région. À gauche, les chutes d'avions britanniques. À droite, les avions américains. Cartes réalisées par l'association Antiq'Air Flandre-Artois

Date	Lieuville	Point de chute	Type	Statut	Intervenant
18.7.1943	Wagnonville	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Troisfontaines	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Beaumont	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Beaumont	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Beaumont	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Wagnonville	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Wagnonville	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Wagnonville	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Wagnonville	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Wagnonville	à l'est d'Arras (altitude)			
18.7.1943	Wagnonville	à l'est d'Arras (altitude)			

Les réseaux d'évasion

Les réseaux d'évasion prennent en charge les aviateurs, les cachent, les acheminent vers les zones de passage au prix de très grandes difficultés.

Extrait du rapport mensuel de juillet 1943 du Préfet Carles Rapport tiré du n°28, tome II, de la revue Memor

- Le premier réseau d'évasion, **Pat O'Leary**, est créé dès l'été 1940,

par l'officier britannique Ian Garrow. A son arrestation en juillet 1941, le réseau est repris par l'officier belge Albert Guérisse. De nombreux résistants issus d'autres réseaux démantelés rejoignent "Pat". Les aviateurs sont conduits jusque Marseille d'où ils embarquent pour l'Angleterre.

- Le réseau **Comète**, créé par Andrée Dejongh, jeune infirmière de Bruges, organise un premier voyage en juin 41. Son itinéraire traverse la France, passe par Anglet-les-Bayonne et rejoint Bilbao. En août la "Dédée line" est reconnue par les Britanniques, ravis de récupérer leurs pilotes. La filière est lancée définitivement en décembre 41. Plus de 300 aviateurs sont ainsi acheminés en Espagne.



Evolution des évasions de pilotes Britanniques (en haut) et américains (en bas). Graphiques réalisés par Antiq'Air Flandre-Artois

- Le réseau **Bordeaux-Loupiac** est mis en place par Jean-Claude Camors en février 1943. Envoyé par le BCRA, il rapatrie des aviateurs ou des agents recherchés par la Bretagne ou les Pyrénées. Les responsables de la Région Nord sont Albert Inghels, alias Pierre Castelain, puis Eugène Hegedos, alias Antoine. Ils ont sauvé près de 300 aviateurs.



Une mission difficile

Témoignage de Yéo Thomas, officier britannique en mission à Arras et Lille en novembre 1943 : "Les conditions dans cette région sont vraisemblablement les plus dangereuses de l'ensemble de la France.



Dans cette zone très lourdement couverte par les troupes allemandes, des agents de la Gestapo, innombrables, se renseignent sur tout, les communications sont très difficiles, et il y a de multiples restrictions de circulation."

Des femmes courageuses



Valentine Ployart née Defeller

Résidant rue Jeanne Maillote à La Madeleine, Valentine Ployart héberge et accompagne des aviateurs pour Pat o'Leary, puis Comète et Bordeaux-Loupiac. Elle en prend en charge 50 à 60 au cours de leur évacuation vers l'Espagne et Gibraltar entre décembre 41 et octobre 43. Arrêtée le 29 octobre 1943, elle est condamnée à mort le 30 mai 1944, et finalement déportée. Elle décède en Allemagne le 2 avril 1945.

Coll. Edgard D'Hallendre

Raymonde Fleurquin-Marc

Née en 1923. Son père, ancien officier, est devenu douanier, et passe facilement la frontière. Il est arrêté le 11 décembre 1941. Raymonde poursuit son activité dans le réseau Ali-France de Joseph Dubar. Elle est chargée de recevoir et convoier les évadés venus de Belgique. De Toufflers ou de Templeuve, elle les conduit chez Emma Deconinck qui les héberge rue de Tourcoing à Roubaix. Puis, de la gare de Roubaix, elle les amène à Paris, ou même jusqu'à la ligne de démarcation. Elle réalise un voyage par semaine pendant 18 mois. Le 23 avril 1944 elle est arrêtée et déportée à Ravensbrück sous le n° 40790.



Hélène Himpe, née Wullaert

Résidant 135 rue du Chêne Houplines à Tourcoing, elle a convoié au moins 7 aviateurs dont 3 viennent de chez les Vanaerde, 27 Bd Gambetta à Tourcoing, près du QG de la 15^{ème} armée allemande.



Sur cette photo, Hélène Himpe est entourée de ses protégés : le Lt Colonel Robert Montgomery, 20^{ème} Fighter Group, US, parachuté à Bry le 11 février 1944 ; le 1^{er} Lieutenant Harry Bisher, 20^{ème} Fighter Group, US, parachuté à Evreghes (W) le 4 mars 1944 ; le F/O Milton Ramsay, 78^{ème} Fighter Group, US, parachuté à Quesnoy sur Deûle le 29 janvier 1944 ; le 2d Lt Walter Meldrich, 303^{ème} Bomb Group, US, parachuté à Ingelmunster (B) le 22 avril 1944 ; le F/O T.R. (Wilby) Canadien ; le Lt James Hart, US. Tous sont rentrés, sauf James Hart, fait prisonnier à Montauban.

Lt Harry Bisher, 20^{ème} Fighter Group, US Coll. Alain Durier - Phenix

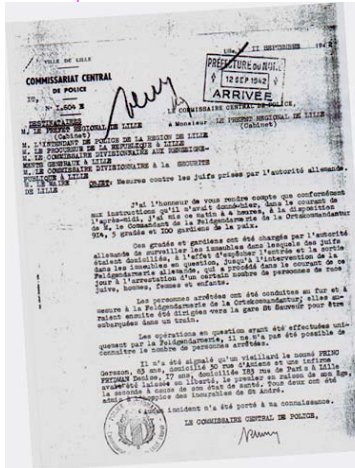
La Conspiration du Bien : les Justes

Les persécutions antisémites poussent à la Résistance des personnes de toutes convictions politiques et religieuses. Le mémorial Yad Vashem, créé par Israël en 1953, a attribué à certaines d'entre elles le titre de "Juste des Nations", qui récompense ceux qui furent des "lueurs dans cette nuit de terreur et de brouillard", comme ils sont désignés lors du Procès Eichmann.

● Les persécutions et les premiers actes d'entraide

Durant l'occupation, les libertés de la communauté juive se réduisent progressivement. Dès septembre 40, les Juifs deviennent des citoyens de seconde zone. À partir du printemps 41 les lois se durcissent et visent à mettre les Juifs à l'écart de la vie publique et culturelle, ainsi qu'à les spolier de leurs biens. En juillet 42, l'obligation de porter l'étoile jaune dans le Nord entérine ces discriminations.

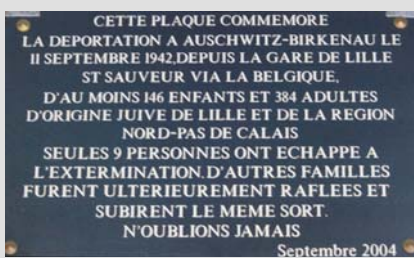
Rapport du Commissariat de Lille au Préfet suite à la rafle du 11 septembre 1942.



● La grande rafle du Nord - Pas-de-Calais

En juillet 42, Paris et la Belgique sont touchées par de grandes rafles. On croit alors à une déportation des hommes pour le travail. Le 11 septembre 1942, veille du Nouvel An juif, ce sont les villes de la région qui sont visées. Malgré les efforts des résistants au sein de l'administration, les arrestations touchent les familles alors réunies. Les 530 victimes de cette opération sont rassemblées gare St Sauveur à Lille. Émus par ce drame, des habitants apportent des vivres aux personnes rassemblées

dans les wagons. Les cheminots cachent les adultes et les enfants qui acceptent de quitter le train. Les habitants des environs hébergent quelques personnes.



Plaque commémorant la rafle du 11 septembre 1942 apposée en 2004 en gare de Lille Flandres

Robert Pouille (mouvement Voix du Nord).

L'un des cheminots, M. Thumerel, sera nommé Juste après la guerre pour avoir pris en charge la famille Ingewer. Il leur fournit de faux papiers et, après les bombardements de 1942 sur la zone de Fives, les met à l'abri près d'Armentières, chez

La chanoine Vancourt et sa cousine Raymonde Lombart, plantant leur arbre au mémorial Yad Vashem à Jérusalem, le 17 juin 1975. Coll. de Mlle Berthe Lombart. Nos remerciements à M. Ph. Demon

● Le Comité de secours aux Israélites



Article paru en octobre 1944 dans les titres régionaux (Coll. Edgard Leser)

préfet, apporte régulièrement son aide. Le Comité reçoit l'appui de nombreuses personnes (religieux et civils).

● L'aide aux familles

Des habitants de la région, déjà résistants ou non, hébergent quelques familles. Les Marquillie, de Lomme, hébergent les clandestins et déserteurs de l'armée allemande que lui envoie Gabrielle Lavoine, la déléguée du Syndicat des employés des Chemins de fer. Celle-ci leur envoie les familles Grosskopf et Shermann.



A Lille, le chanoine Vancourt, professeur à l'Institut Catholique, héberge, rue de La Bassée, une jeune juive allemande, Irène Kahn. A partir de 1943, il accueille également 4 membres de la famille de la jeune Irène, les Ehrlich.. Les enfants Ehrlich sont scolarisés sous de fausses identités. Il est aidé par sa cousine Raymonde Lombart qui, comme lui, sera nommée Juste.

Dans la société encadrée des années 40, les relations au sein des communautés religieuses sont très développées et forment les premiers réseaux.

La "filière catholique"

Les autorités catholiques montrent durant le conflit la plus grande prudence dans leurs critiques des mesures antisémites. La position officielle n'empêche pas certains religieux et leurs paroissiens d'agir selon leurs convictions.



*Edgard Leser (au centre en aube), fils de Léon Leser, parmi les enfants de l'orphelinat Notre-Dame de Loos à Noël 42
Coll. Edgard Leser*

Le réseau de l'abbé Stahl

L'Abbé Stahl, que Léon Leser rencontre après la rafle de Lille, se révèle d'un grand secours. Directeur d'un établissement pour jeunes orphelins ou délinquants rue du Buisson à Lille, il prend en charge les enfants rescapés de Lille mais aussi ceux des orphelinats Rothschild à Paris, et les répartit dans différents orphelinats de la métropole.

Il s'est sans cesse opposé à la conversion des enfants, directive parfois difficile à respecter dans les congrégations où ils étaient répartis. Les membres du Comité œuvreront après la guerre afin qu'il soit reconnu comme Juste.



L'Abbé Flippo, de Tourcoing, s'occupe des enfants Rozenberg de Roubaix (ici au Parc de Barbieux). De septembre 1942 au début 1943, il les fait héberger dans sa famille.



La "filière protestante"

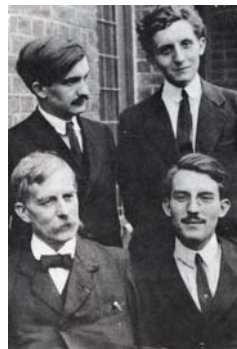
Dans le cas de la communauté protestante, les responsables au niveau national prennent position contre les persécutions antisémites dès l'automne 1940

La rafle de septembre 1942 déclenche immédiatement des réactions à Lille. Eva Durrleman, directrice de la clinique Ambroise Paré, son assistante Thérèse Matter et une infirmière, France Neubert, cachent le petit Michel Baran. Son frère Maurice est recueilli par la famille de l'employée de maison des Baran, Georgette Vandenabaele Franchois.



Plaque en hommage à Thérèse Matter et Eve Durrleman; apposée dans la clinique Ambroise Paré

M. Nick, pasteur de Fives, utilise lui aussi son réseau de relations afin de trouver des institutions et familles pour héberger les réfugiés. Lui-même les accueille souvent chez lui ou chez son fils Pierre à Inchy. Pierre héberge ainsi pendant un an le jeune Abraham Lipsyck, dont les parents ont été déportés.



*Le Pasteur Nick et ses fils
Coll. Association "Les Amis du Cambrésis"*



Anne-Marie Capitain, 1ère à gauche, et Jeanne Rousselle, 1ère à droite, Coll. A.-M. Capitain

Le Préventorium de Trélon, destiné aux enfants souffrants ou en difficulté, est dirigé par Mme Rousselle, une infirmière. 51 enfants juifs y sont hébergés et confiés à l'institutrice Anne-Marie Capitain.

Le pasteur Pasche, de Roubaix, opère grâce aux informations de Carlo Schmidt et du pasteur Gunther, deux opposants au nazisme travaillant au sein de l'OFK 670 de Lille. Le pasteur Pasche et Léon Coghe, policier de Roubaix, prennent en charge une famille de réfugiés juifs allemands, les Winischki. L'une des filles, Inge, est admise en novembre 1942 au lycée Fénélon de Lille où elle est cachée par une enseignante, Mme Caudmont

Des planques pour les clandestins

Les clandestins sont les résistants recherchés par les polices allemande et française après avoir perpétré un attentat, un sabotage ou soupçonnés d'appartenir à un groupe de résistance. Une fois "grillés", ils doivent alors "se mettre au vert" : contraints de quitter leur domicile, d'abandonner leur métier, de laisser leur famille, ils doivent compter sur leur entourage, des collègues et des voisins, personnes de confiance susceptibles de leur procurer provisoirement un lieu sûr.

L'expérience de la clandestinité des résistants communistes

Lorsque la guerre éclate, les communistes français ont une expérience ancienne de la clandestinité : c'est une des 21 conditions de l'adhésion du Komintern. la SFIC fait ce choix au Congrès de Tours en décembre 1920.

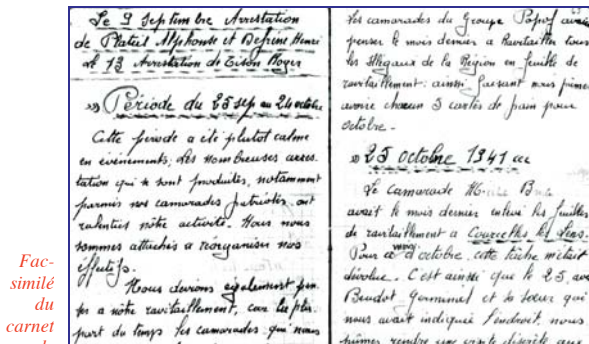


Charles Debarge

Né à Harnes en 1919, Debarge, mineur, membre du parti communiste, s'engage dans la résistance armée en juin 1941. Arrêté le 6 août 1941 et emmené dans les locaux de la Feldgendarmrie à Lille, il parvient à s'en échapper le jour même. Pendant plus d'un an, il organise une multitude d'opérations : vols de matériel utiles aux réseaux de résistance (papier, machines à écrire, tickets de pain), attaques de soldats ennemis. Il est surtout l'auteur de dizaines de sabotages (destruction de machines d'extraction de charbon à Carvin, incendie de l'usine d'huiles et de goudrons de Vendin-le-Vieil...).

Le 23 septembre 1942, activement recherché, il est blessé par des policiers allemands à Ronchin et meurt quelques plus tard à la prison d'Arras. Six semaines avant sa mort, il consigne ses mémoires dans un petit carnet.

Elles témoignent des difficultés matérielles auxquelles sont exposés en permanence les clandestins. Le ravitaillement constitue l'une de leurs préoccupations majeures.



Facsimilé du carnet de Charles Debarge.

Coll. "Les Amis du Vieil Harnes"

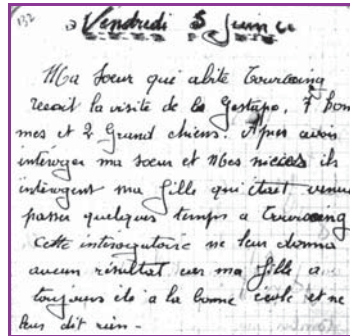
J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a lieu de rechercher, très activement, le nommé DEBARGE, Charles dit "Bistouille", né le 23 février 1909 à Harnes (Zaie-de-Calais), mineur, ancien conseiller municipal communiste d'Harnes, y demeurant, 44, rue Darasse, auteur présumé, d'un attentat à main armée.

Signalement : taille 1,73, cheveux châtain-foncé, corpulence forte, teint mat, lobe de l'oreille gauche en forme de chou fleur.

En cas de découverte, il conviendrait de le garder à vue et d'orienter d'urgence le service régional de Police Judiciaire, à Lille, et l'Inspection Générale des Services de Police Judiciaire - 2^e Section, à Vichy.

Le CONSEILLER D'ETAT
SECRETAIRE GENERAL pour la POLICE,
J. RIVALLAND.

Courrier adressé par le ministère de l'Intérieur à tous les préfets et intendants de police de France pour la capture de Debarge



Rue d'Iéna, dans le quartier de Wazemmes à Lille, Debarge fut hébergé à plusieurs reprises chez Esther Brun, militante communiste et agent de liaison pour les F.T.P.F. Debarge pouvait également compter sur la complicité de Raymonde Devriendt, sœur d'Esther, qui habitait la maison attenant.

Collection Association Gauhéria

Les parents et les personnes qui hébergent des individus recherchés encourrent eux-mêmes des risques considérables. Les polices allemande et française exercent sur eux différents moyens de pression pour mettre la main sur les résistants.



Dans les rapports mensuels qu'il adresse au ministère de l'Intérieur, le préfet du Nord, Fernand Carles, relate régulièrement les actions

Localités	Date	Vols
Fiers-en-Escrebieux	nuît du 16 au 17 mai 1942	2 tentatives de vol
Montigny-en-Ostrevent	27 mai 1942	Vers 14 h, 4 individus armés ont en les fils téléphoniques et volé des tickets ravitaillement.
Hem	27 mai 1942	Vol de tickets de rationnement + achat du dispensaire antihypercholestérolémie
Bellaing	nuît du 30 au 31 mai 1942	Vol de 6 cartes de pain MF, 28 cartes de viande, 2 tickets de la zone une somme de 45 francs.

"criminelles" commises par les résistants clandestins. (Ici, tableau statistique des vols dans les mairies en mai 1942).



« Comme tous ceux qui étaient dans la même "illégalité", je ne savais pas toujours, en me levant le matin, si le soir je serais hébergé, ni où, et si tous les repas seraient assurés ce jour là. »

Georges Delepaut a 19 ans lorsqu'il est affecté au dépôt de locomotives de Tourcoing en septembre 1942.

Après avoir réalisé des tracts clandestins destinés au milieu cheminot et mis en œuvre de petits sabotages, il s'engage dans les F.T.P.F. Dans la nuit du 20 au 21 décembre 1943, avec 4 membres du WO, il participe au sabotage du dépôt de locomotives de Tourcoing. L'opération est un succès : 12 locomotives sont détruites. Contraint à la clandestinité, il adopte un nom de code, abandonne son métier et ses parents et trouve refuge chez des proches. Entre la fin décembre 1943 et la fin août 1944, il change six fois de lieu d'hébergement.



Lucienne Peirs, une amie de la sœur de Georges, et son époux Fernand acceptent de le loger. Dans leur domicile de la rue de Verdun à Tourcoing, ils reçoivent également les réunions d'Etat-Major du groupe F.T.P.F. de la Zone de Tourcoing-Roncq. Mais le 22 avril 1944 à 5 h du matin, Fernand Peirs est arrêté après avoir été dénoncé. Incarcéré à Loos, il est ensuite transféré à la Prison de St Gilles à Bruxelles, puis déporté en Allemagne d'où il ne rentre qu'en septembre 1945. C'est à cette date qu'est prise la photo ci-dessus : Georges, le jeune homme en uniforme à droite, y pose aux côtés de ses bienfaiteurs.

Coll. Georges Delepaut



Raymond Gallet (à gauche) et Camille Beuré radios du réseau Possum, extension du réseau d'évasion belge Comète dans la région de Reims.

Coll. L'Echauguette de Fismes

Un rôle déterminant...



Poste émetteur utilisé dans un maquis de l'Aisne, alimenté avec un groupe électrogène. Coll. DMPA

Les renseignements collectés par les groupes de résistants sur les infrastructures économiques et militaires de l'ennemi n'ont d'intérêt que s'ils sont transmis à Londres, soit au SOE (les services secrets britanniques chargés de l'action), soit au BCRA (le service d'espionnage de la France Libre). Dans le sens inverse, Londres doit informer les résistants français des opérations d'atterrissages et de parachutages d'armes qu'elle prépare, en vue d'affaiblir le potentiel militaire allemand. Dès l'automne 1940, le recrutement et la formation d'opérateurs radio commencent en Angleterre. Les opérateurs sont envoyés en France, le plus souvent par parachutage mais aussi par Lysander ou par sous-marins. Entre 1940 et 1945, moins de 200 radios opéreront sur tout le territoire français.

Poste émetteur du réseau Nemrod, mis en place en Bretagne par Honoré d'Estiennes d'Orves, premier réseau français à avoir établi une liaison radio avec Londres en décembre 1940. Coll. SHD



... mais périlleux...

Grâce à leurs véhicules radiogoniométriques, les Allemands peuvent aisément localiser un émetteur : fin 1942, 75% des premiers opérateurs ont déjà été arrêtés, puis, pour près de la moitié, exécutés ou déportés.

En revanche, parmi les radios opérant à partir de 1943, seuls 25% sont arrêtés. Pour éviter d'être repérés par les Allemands, ils doivent :

- raccourcir les séances d'émission (30 minutes maximum),
- aménager un temps d'attente entre les réceptions et les émissions,
- permuter au cours d'une émission les fréquences et les indicatifs,
- utiliser des appareils de taille réduite.

Au sein du réseau, le radio doit être isolé pour qu'en cas d'arrestation et d'interrogatoire, l'identité des membres de son groupe puisse rester secrète. Ses contacts avec le réseau se limitent aux agents de liaison assurant sa surveillance et sa protection. Les messages à transmettre lui parviennent chiffrés et il en ignore bien souvent la signification.

Une bonne communication entre la Résistance intérieure et Londres conditionne l'action armée contre l'occupant. Ce rôle de transmission entre la France et l'Angleterre est assuré par une poignée de techniciens plus ou moins expérimentés à la recherche de discrets lieux d'émission.

... nécessitant des complicités locales

Les opérateurs radio ont besoin d'un hébergement et d'un local d'où émettre. Ce local doit être assez vaste pour abriter le matériel et suffisamment bien orienté. Ainsi, le radio accueilli à Armentières par Robert Pouille, chef local de *La Voix du Nord*, ne pourra y opérer : le toit en zinc de l'habitation des Pouille, 11 rue Jean Jaurès, empêche toute émission. Il est alors installé chez le charcutier du quartier, dont Mme Pouille sait qu'il est sympathisant du mouvement La Voix du Nord.

Gaudfroy chez les Thibaut



En juin 1941, de retour d'un camp de prisonniers d'Allemagne, Georges Legrand, entre dans la résistance : il transporte des armes venant de parachutages et constitue un dépôt sur son lieu de travail. La maison des Legrand est perquisitionnée mais cela n'empêche pas la famille d'héberger dans son grenier, à partir de janvier 1944, un opérateur radio, Lucien Gaudfroy, dit « Gérard », avec son poste émetteur.

Coll. Jacqueline Thibaut-Legrand



Les deux filles Legrand, Jacqueline et Andrée, assurent alors un rôle de surveillance et d'alerte à l'approche de véhicules allemands. Avec l'accord de ses parents, Jacqueline, la cadette alors âgée de 16 ans, devient l'agent de liaison de « Gérard » et se rend à Lille pour porter les messages qu'il reçoit.



En mars, après six semaines passées rue du Soudan à Tourcoing, « Gérard » se rend en Seine-et-Marne, accompagné de Jacqueline. Son poste d'opérateur est alors occupé par un dénommé Conrad, aidé par Andrée. Finalement arrêté le 7 juillet 1944, déporté à Buchenwald et Dora, il meurt à son retour de déportation, à l'âge de 29 ans. Jacqueline échappe à l'arrestation et rentre dans le Nord en 1945.

Staggs chez les Lemercier



Ex-prisonnier de guerre, Emmanuel Lemercier entre en résistance aux côtés du capitaine Michel, fin novembre 1942.



Lemercier reçoit régulièrement à son domicile (5 bis rue Corneille à Lille) les visites d'Arthur Staggs, opérateur radio anglais et francophone, parachuté en même temps que Trotobas. Mais les essais de transmission radio de Staggs depuis la rue Corneille sont peu concluants : un défaut de fabrication de l'appareil empêche toute communication et contraint Staggs à quitter alors les Lemercier en avril 1943 pour trouver refuge chez un ami à Roubaix, où il avait passé son enfance.

L'aide aux réfractaires

La région a déjà connu lors de la guerre de 1914-18 des déportations et des rafles pour le travail. Dès l'arrivée des Allemands en juin 1940, les réquisitions de main d'œuvre recommencent. La région refuse la collaboration économique, que ce soit la Relève de mars 1942 ou le STO de février 1943. Malgré les sanctions et les rafles la Résistance s'organise : il s'agit de s'opposer par tous les moyens aux mesures de recrutement forcé.

De juin 1940 au printemps 41, le recrutement forcé de main d'œuvre est le premier acte d'oppression collective de l'occupant en France.



Coll. R. Ceugniet

Les pères encouragent leurs fils à ne pas rentrer de l'exode et à fuir en zone libre ou en Angleterre. C'est le cas notamment du père de **Roger Ceugniet**. Le 28 mai 40, celui-ci réussit à s'embarquer clandestinement sur un navire de guerre britannique à Boulogne et gagne l'Angleterre. Par la suite il devient cadet de la France Libre et débarque avec la 2^e DB en Normandie où il est grièvement blessé.

Les mesures de collaboration économique rencontrent une vive opposition. La Relève du 28 février 1942 est un échec. Le gauleiter Fritz Sauckel, exige des effectifs toujours plus nombreux pour l'industrie de guerre allemande et les chantiers de l'organisation Todt. De juin 42 à juin 44, quatre "actions Sauckel" se succèdent, avec de moins en moins de succès.

Le Service de Travail Obligatoire (STO)

Le STO instaure à partir du 16 février 1943 un recensement obligatoire des classes 40, 41, 42 ; un fichier régional est mis en place par les autorités françaises. Le Nord - Pas-de-Calais est la région de France la plus pressurée par l'occupant : le quart des 22 millions de semaines de travail forcé a concerné le personnel régional.

Dans les administrations

« Les employés déploient leur ingéniosité à falsifier les statistiques, à détruire listes patronales et convocations, à fabriquer de faux cachets de l'armée allemande, de faux certificats, des autorisations clandestines d'embauchage, de fausses cartes d'identité et de travail qui, présentées à toutes réquisitions de police, donneront le change. »
(L. Detrez, *Quand Lille avait faim*)

A la mairie de Lille, F. Hauteceur, préposé au ravitaillement municipal, et son adjoint Tricoteux brouillent les cartes pour égarer les Allemands dans leurs recherches, rayent des listes les requis du travail, délivrent des certificats de radiation, falsifient les certificats de travail.



Coll. SI de Saint-André

Dans les entreprises

L'ingéniosité des industriels leur inspire mille et un procédés susceptibles d'empêcher la main mise des Allemands sur leur personnel. Aux **Ets Caby** de Saint-André, le directeur de production, Albert Allaert est connu pour ses sentiments patriotiques ; il emploie de nombreux réfractaires sur un effectif de 450 personnes de 18 à 50 ans. Dénoncée par lettre anonyme, l'entreprise est sommée de régulariser ses effectifs. Les inspecteurs allemands sont trompés par la mise en scène organisée par l'entreprise.



Dans les mines Les mineurs échappant à toute réquisition, les Compagnies minières embauchent quantité de jeunes sans qualification particulière pour ce travail.

Dans les fermes, les jeunes trouvent plus facilement vivre et couvert.

Ici la ferme Destombe à Bondues - Coll. C. Destombe



Des chantiers forestiers sont organisés et permettent aux jeunes clandestins de trouver hébergement et subsistance. Henri Claude Tardif fonde et anime un chantier de bois dans les Ardennes à Vendresse pour le compte des Ets Agache. En janvier 1942 Les jeunes traqués sont munis de faux papiers, encadrés, formés. Progressivement le chantier se transforme en maquis et prend part à des opérations de sabotage.

L'intervention du Cardinal Liénart en mars 1943

Le 15 mars à St Martin de Roubaix, le cardinal déclare dans son sermon : « Ce sont toujours les plus pauvres qui trinquent. Alors, par solidarité, prendre sa part au fardeau commun... » Un sermon interprété comme un soutien au STO. Aussi déclare-t-il le 21 mars à Saint Maurice de Lille : "Je proteste de toutes mes forces contre l'usage qu'on a fait de mes paroles dans la presse... Les autorités occupantes nous imposent ce départ au mépris de la liberté de la personne humaine, des droits de la famille et des justes exigences de notre patriotisme... On peut s'y dérober sans péché..." Ce discours est polycopié et distribué le 22 mars à la porte de l'église par Henri Lehembre et Fernand Coqueray. Le 30 mars, ulcéré par la prise de position du Cardinal, Von Falkenhausen ordonne l'exécution immédiate de l'Abbé Bonpain à Bondues, avant le retour de son recours en grâce.

Archives H. Lehembre

De plus en plus de jeunes refusent de se soumettre au STO. Ainsi **Jean Delva**, né en 1921, évadé de France par l'Espagne du 26 au 30 juillet 1943. Il s'engage de novembre 1943 à janvier 1944 dans le 4^e régiment de spahis algériens de reconnaissance et participe aux combats de Provence, des Vosges et d'Alsace.



Coll. Archives Diocésaines



Les maquis sont peu nombreux dans le Nord - Pas-de-Calais, région trop densément peuplée, de faible relief, avec une très forte présence allemande. Parmi les quelques maquis, le groupe de Saint Souplet ou les maquis de Crouville ou du Nouvion. Le Maquis de Mazinghien, dans le Nord de l'Aisne accueille des jeunes venus de la Jeunesse Agricole Catholique, regroupés par l'abbé André Moret, curé d'Escaupont. Ils sont 40 en juillet 1943 ; le 1^{er} mars 1944 ils sont 250 hommes répartis en 7 groupes. Ces hommes reçoivent formation militaire, armes et munitions grâce aux parachutages. Ils participent à des coups de main, puis aux combats de la Libération.

L'interdiction de secourir les soldats anglais

Dès les premiers mois de l'occupation, la population est menacée de représailles en cas d'aide ou même de non-dénonciation de soldats britanniques. Les autorités allemandes ont déjà eu fort à faire pendant la Première guerre mondiale avec les réseaux de la zone occupée. La population est donc étroitement surveillée.



Comme en 14-18, la population est étroitement surveillée...



Les appels à la délation

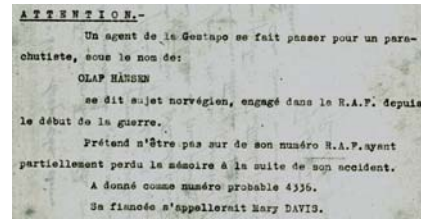
« Aidez-nous, aidez les Services de police à découvrir ceux qui donnent asile aux criminels et deviennent, de ce fait, leurs complices »



« Pour chaque cas isolé où la chute d'un avion sera signalée avec indication exacte du lieu et de l'heure et qu'en vertu de cette information, le matériel aura pu être mis en sécurité, le service allemand compétent remettra une récompense de 400 frs. »

L'infiltration des réseaux

Dans leur traque des résistants, les polices allemande et française s'appuient sur des Français qui infiltrent des réseaux. Les résistants doivent donc faire preuve de prudence et se méfier de toute nouvelle recrue.



■ Deux traîtres

Soldat britannique qui avait été condamné pour vol avant la guerre, il est l'un des tout premiers membres d'un réseau d'évasion appelé "La Vraie France" et rattaché ensuite à Pat O'Leary. Soupçonné par ses camarades de détourner une partie de l'argent destiné au fonctionnement du réseau, il est retourné par les Allemands à l'automne 1941. Sa trahison conduit à l'arrestation de 65 membres du réseau dont celle de son principal chef, Ian Garrow.

■ Harold Cole

■ Marcel Dénèque

Déjà au service des autorités allemandes en 14-18, Dénèque avait provoqué l'arrestation et l'exécution de Léon Trulin en le dénonçant. En 1941, il se met à la disposition de l'Abwehr, le service de renseignements de l'armée allemande. Se présentant comme un clandestin, Dénèque alias Capitaine Henri parvient à infiltrer différents groupes dont la Voix du Nord et Comète. Il quitte la région à la libération et est condamné à mort par contumace. De retour à Lille en 1959, il est finalement jugé en 1964, condamné à mort et gracié.

■ Deux victimes de dénonciation

● François Duprez figure parmi les personnes dénoncées par Harold Cole. Employé à la mairie de La Madeleine, il s'engage dans le sauvetage de soldats dès l'été 40. Il est arrêté le 6 décembre 1941 et meurt à Sonnenburg en avril 1944. Son épouse continue à héberger des soldats.



Coll. de la famille Duprez

● Jules Noutour, gardien de la paix, co-fondateur du journal clandestin La Voix du Nord. Il est arrêté en septembre 1943, suite à l'infiltration de son réseau par Marcel Dénèque et meurt au camp de Gross-Rosen en février 1945.



Martyrologe de Comète

Selon Yves Le Maner et Thierry Laurent dans Mémoires de la Déportation Hors-série Voix du Nord-2005 sur le sol du Nord-Pas de Calais



- 483 hommes ont été fusillés dans les citadelles d'Arras et de Lille et dans plusieurs autres endroits (Bondue, Marquette, Valenciennes, etc.) ; parmi eux, 75 otages.
- les 7500 déportés de répression, dont 477 femmes, sont en grande majorité des Résistants, mais aussi de nombreux otages (en particulier des militants communistes) et quelques dizaines de droit commun. 35 % ont péri en Allemagne

Bibliographie sommaire

- COINTET Michèle et Jean-Paul (sous la dir. de), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Tallandier, 2000
- DEJONGHE Etienne, LE MANER Yves, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande, 1940-1944*, La Voix Du Nord, 2000
- GUTMAN Israel (sous la dir. de), *Dictionnaire des Justes de France*, Arthème Fayard, 2006
- MARCOT François (sous la dir. de), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Bouquins, Robert Laffont, 2006
- DOUZOU Laurent, *La Résistance française : Une histoire périlleuse*, Points Seuil, 2005
- LESAGE René, *La Résistance en Artois occidental (juin 1940-mai 1944)*, Revue du Nord Hors-série collection Histoire N° 13, 1998
- Memor, Bulletin d'Information, n° 27 et 28, 1998, « *Rapports du Préfet Fernand Carles (1940-1944)* » : Tome I, 25 juillet 1940 au 3 juin 1942, et Tome II, 3 août 1942 au 13 mai 1944, Université Lille 3 Charles de Gaulle, 1998
- Hors série La Voix du Nord, « *Mémoire de la Déportation 1945-2005* », mai 2005
- *Le carnet de Charles Debarge*, texte établi et annoté par GHIENNE Bernard, Gauheria, 2001
- DERUYK René, *La mort pour la liberté, L'histoire du Comité Jacquet*, La Voix du Nord, 1993
- DETREZ L. (Chanoine), *Quand Lille avait faim, 1940-1944*, SILIC, 1945
- DE VASSELOT Odile, *Tombés du ciel : Histoire d'une ligne d'évasion*, Editions du Félin, 2005
- DUPREZ Henri, *1940-1945, même combat dans l'ombre et la lumière, épisodes de la Résistance dans le Nord de la France*, Témoignages et souvenirs, La Pensée Universelle, 1979
- EYCHENNE Emilienne, *Les Pyrénées de la Liberté, les évasions par l'Espagne 1939-1945*, Editions France-Empire, 1983
- LADEUZE Pierre, *Témoignage mineur*, Publibook, 2005
- LHEUREUX Danièle, *La Résistance « Action-Buckmaster » SYLVESTRE-FARMER*, Tome I, *Avec le capitaine « Michel »*, 2001, Tome II, *Après le capitaine « Michel »*, 2002, Geai bleu éditions.
- MEXANDEAU Louis, *Nous, nous ne verrons pas la fin, un enfant dans la guerre*, Le Cherche midi, 2003
- « *Des juifs et des Justes* », histoire de Raymonde LOMBART et Raymond VANCOURT, brochure éditée à l'occasion de l'exposition proposée par l'association Erquinghem-Lys et son histoire 14/05-30/07/2006 au Musée de la Cité d'Ercan
- Archives du Musée de Bondues

Chaque année, le Service Educatif du Musée conçoit une exposition en relation avec le thème retenu par le comité d'organisation du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Ces expositions sont prêtées à tous les établissements scolaires, bibliothèques, centres culturels ou communes qui en font la demande. Le prêt de l'exposition est entièrement gratuit ; toutefois les frais de transport, de montage, d'assurance et de communication sont à la charge de l'emprunteur.

Liste des expositions disponibles

- 2006-2007 *Une main d'œuvre renouvelable... La mort, salaire de la sueur et du sang*
- 2005-2006 *Résistance et Monde rural en Zone interdite*
- 2004-2005 *Silence ! on tue...*
- 2003-2004 *Ne me dites pas que c'est impossible !*
- 2002-2003 *Jeunes du Nord dans la Résistance*
- 2001-2002 *Crevez les murs de la mémoire !*
- 2000-2001 *La Voix du Nord clandestine: un trait d'union*

La Boutique du Musée

- Le guide de visite du Musée
- Du fort à la Cour sacrée, Francis Nazé
- Un cadet de la France libre, Roger Ceugniet
- Actes des colloques organisés en partenariat avec l'Université de Lille III - IRHIS
 - 2001 L'Engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)
 - 2004 Les Services publics et la Résistance en Zone Interdite et en Belgique (1940 - 1944)
 - 2006 Femmes et Résistance en Belgique et en Zone Interdite
- Nord - Pas-de-Calais 1944 : de l'ombre à la lumière, DVD & VHS
- Cartes postales

Pour plus de renseignements, consulter le site du Musée

Exposition visible du 10 décembre 2007 au 30 avril 2008
Informations et réservations par téléphone : 03 20 28 88 32
ou sur le site du musée : www.ville-bondues.fr/musée

Exposition conçue dans le cadre du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2008 par :
Odile Louage, Professeur Agrégée, Hélène Priego et Jean-François Paré, Musée de la Résistance de Bondues
Livret réalisé par Francis Nazé (Association Souvenir de la Résistance et des Fusillés du Fort de Bondues)

Avec la coopération de : M. Pierre Ladeuze de l'Association Les Héritiers de la Mémoire,
M. Edgar Leser, M. le Directeur de la maison de personnes âgées L'Arche - Clinique Ambroise Paré,
le Mémorial Yad Vashem, MM. José Herbert et Philippe Barbert de l'Association des Amis du Cambrésis,
Melle Berthe Lombart, M. Philippe Demon de l'Association Erquinghem-Lys et son histoire,
Mme Leignel-Rozenberg, l'Association Antiq'Air Flandre-Artois, M. Francis Bohée, M. Casimir Destombe,
M. Georges Delepaut, Mme Danièle Lheureux, l'Association Les Amis du Vieil Harnes,
l'Association Gauheria, Mme Jacqueline Thibaut-Légrand, Mme Batteux de l'Echauguette de Fismes,
M. Alain Durier, les Archives diocésaines de Lille.

Livret d'exposition : partenariat CAAC – Rectorat de Lille & Musée de la Résistance



Exposition réalisée par Présence - Communication et scénographie, La Madeleine